

DISCOURS DU PRESIDENT JACQUES CHIRAC « Eau pour tous : pour en finir avec l'inacceptable »

Institut de France
Lundi 8 novembre 2010

Monsieur le Chancelier de l'Institut de France,
Monsieur le Président du Conseil mondial de l'eau,
Monsieur le Directeur général de Suez-Environnement,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi en premier lieu de féliciter l'Institut de France et la Fondation « Eau pour tous » d'avoir pris l'initiative de cette manifestation.

La persistance du manque d'eau potable dans le monde d'aujourd'hui est, en effet, inacceptable.

Vous me donnez, ainsi, l'occasion de reprendre la parole sur ce sujet, qui m'est cher, et je vous en remercie.

Depuis quinze ans, je milite pour que l'eau, ce bien commun de l'humanité, soit reconnu comme tel, fasse l'objet de normes internationales et soit prioritaire dans les programmes de développement.

Je ne vais pas répéter les chiffres qui témoignent des conséquences dramatiques de la pénurie d'eau sur la santé des hommes, sur l'environnement, ou l'économie. En ce moment même, des centaines de personnes meurent du choléra en Haïti par manque d'eau saine, et cet exemple accablant nous bouleverse.

En 2010, il y a toujours un milliard d'hommes qui ne dispose pas d'eau réellement potable et plus de deux milliards qui n'accèdent pas à un service décent d'assainissement.

En 2000, nous avons fixé des objectifs clairs et accessibles.

Mais chacun sait, dès maintenant, que ces Objectifs du Millénaire ne seront pas au rendez vous de 2015 dans de nombreux pays.

Aujourd'hui, je suis inquiet.

Je crains que l'élan qui nous animait il y a dix ans, ne s'effrite et que l'attention de l'opinion se concentre désormais sur les nouveaux défis de la mondialisation.

L'effort que vous avez fait, ce matin, pour formuler un diagnostic et rechercher des solutions pratiques est nécessaire. N'ayons pas peur de débusquer les fausses solutions ou d'énoncer des vérités, même si elles suscitent de rudes débats.

Le temps presse. Nous avons une obligation de résultat et nous n'avons plus l'excuse de la nouveauté ou de l'ignorance.

Depuis les Objectifs du Millénaire, la culture et les techniques de l'eau se sont largement diffusées à travers le monde. Des milliers d'ONG et de Fondations ont vu le jour. Les opérateurs et les institutions financières ont développé leur compétence, un vaste savoir-faire a été accumulé.

Cette longue expérience nous a appris que l'eau requiert une gouvernance rigoureuse. L'eau est un service public ;

Il revient aux Etats de créer le cadre régissant la protection et l'usage de la ressource ; il revient aux autorités locales d'en prendre en main la gestion. A leur côté, les ONG et les opérateurs publics ou privés, sont évidemment indispensables, mais leur action est d'autant plus bénéfique qu'elle est clairement définie.

La confusion des rôles est néfaste, elle nuit à la promotion des acteurs locaux, elle mine l'adhésion confiante des populations nécessaire au respect des équipements. L'action coordonnée de toutes ces parties prenantes est donc impérative.

Enfin, l'eau sera toujours un sujet politique qui suscite le débat ; il est naturel que des positions s'affrontent sur la propriété de l'eau, son coût, ou son mode de gestion, mais les discussions de doctrine ne sauraient remplacer l'exigence de l'action et du résultat à atteindre.

Tous ces défis peuvent être surmontés. Nous en avons eu la preuve ce matin avec les témoignages de Nour-Eddine Boutayeb, Gérald Jean-Baptiste, Mamadou Dia, Samreth Sovithia, Jean-Marc Jahn.

Je les remercie vivement d'avoir participé à ce séminaire.

Ils nous montrent qu'au Maroc, en Haïti, au Sénégal, à Phnom Penh, à Alger, les projets avancent et que la détermination des hommes est plus forte que les contraintes financières ou naturelles. Leurs témoignages et ceux de Laurent Chabert d'Hières et Margaret Baty, dessinent un constat convergent : l'accès à l'eau n'est pas seulement une obligation ; il est réalisable.

*

Votre engagement au service de l'eau, Mesdames et Messieurs n'est pas prêt de prendre fin.

Tout indique que la question de l'eau dans le monde va s'aggraver.

Ce n'est pas tellement la ressource qui manque. C'est la demande qui va augmenter constamment au cours de ce siècle. D'ici 2050, la population mondiale va progresser de 50% et la demande d'eau bien plus encore, pour nourrir ces trois milliards d'êtres humains supplémentaires. Les aléas climatiques ne vont pas faciliter les choses en désorganisant les productions agricoles.

Au 21ème siècle, les conflits d'usage autour des ressources naturelles vont donc se multiplier.

Je vois par exemple que la tension autour de l'eau devient menaçante dans les bassins du Nil, du Mékong ou de l'Euphrate. La question des fleuves et des nappes aquifères transfrontalières va devenir un thème majeur pour la diplomatie mondiale.

La Fondation que j'ai créée il y a deux ans, a mis au premier rang de ses missions la prévention de ces conflits.

Elle honore par des Prix annuels des personnalités engagées dans ce combat.

Je viens de remettre il y a quarante-huit heures, le Prix 2010 à Mr Lakhdar Brahimi, ancien envoyé spécial de l'Organisation des Nations unies, pour son action au Liban, en Irak et en Afghanistan et à Mr Mario Giro responsable des relations internationales de la Communauté Sant Egidio à Rome, pour son activité inlassable au Kosovo et en Afrique.

Je crois profondément que l'action discrète et obstinée des hommes pour prévenir les conflits est un levier efficace pour préserver la paix du monde.

*

Mais le dévouement de certains ne suffira pas.

Il faut donc que la communauté internationale et les Etats intensifient leur action pour mener à bien la définition du cadre juridique et éthique indispensable à la gestion de l'eau.

Je constate avec plaisir que les choses avancent.

Ainsi, l'Assemblée Générale des Nations unies a franchi en Juillet dernier une étape importante dans la reconnaissance du Droit universel à l'eau et à l'assainissement. De même, la Convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau internationaux reçoit de nouveaux soutiens.

La France vient de la ratifier, ainsi que le Nigéria, portant à vingt et un le nombre des pays signataires.

Il en manque encore quatorze pour qu'elle puisse entrer en vigueur.

Mais toutes ces procédures sont désespérément lentes ; il a fallu trente ans pour aboutir à la signature de la Convention de 1997.

Or, le monde va de plus en plus en vite ; des questions nouvelles émergent telles que le changement climatique, la régulation des marchés, la crise de l'énergie. Il faudra, à n'en pas douter, que l'action multilatérale en faveur de l'eau change de rythme pour ne pas être bousculée par l'histoire.

La France va avoir l'occasion d'exercer son influence, puisqu'elle est chargée d'organiser, en Mars 2012, le 6ème Forum mondial de l'eau.

La France a une légitimité dans le domaine de l'eau ; elle a été pionnière dans le lancement de cette campagne mondiale.

Je remercie Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau et Jean-Michel Severino, Président du Partenariat Français de l'eau, d'avoir pris en main cette mission.

Treize ans se sont écoulés depuis le premier Forum mondial, à Marrakech en 1997.

Je sais que chacun, au sein de la communauté internationale de l'eau, est conscient de la nécessité d'un sursaut.

Je souhaite que le Forum de 2012 en soit l'occasion, et reste dans l'histoire comme le « Forum des solutions ».

Je vous remercie.